

## Ces étiquettes qui te montrent ta place

De nationalité malienne, **MAHAMADOU KONE** a fait des études de comptabilité-finance, a un brevet de technicien en banque, et plusieurs certificats en droit des entreprises, management et géopolitique. Il rejoint le volontariat d'ATD Quart Monde en 2010 et l'équipe du Burkina Faso jusqu'en fin 2014, puis celle d'Haïti jusqu'en 2016. Il travaille actuellement avec le *Pôle administration, éthique et finances internationales* du Mouvement en région parisienne.

À travers sa propre histoire d'immigration, et celles de personnes rencontrées au Burkina Faso, l'auteur montre le poids des étiquettes dans la vie de ceux qui ont été amenés à distendre les liens avec leur communauté d'origine.

34

En Haïti, j'étais désigné « expatrié » comme tous les étrangers qui suivaient les cours de créole alors que quelques mois auparavant j'étais un « immigré » en France. Je fus très confus dans mes recherches sur la différence entre un immigré et un expatrié. S'il en existe une, elle doit probablement se situer au niveau du lieu de provenance. Est considérée expatriée une personne issue d'un pays dit développé s'établissant à l'étranger pour des raisons professionnelles tandis que celle qui vient d'un pays du Sud est un immigré ou « immigré hautement qualifié » s'il a les mêmes qualités que l'expatrié dans un pays du Nord.

Pourquoi une distinction entre la même situation au risque d'embrouiller les plus éminents cerveaux ?

### Stigmatisation des laissés-pour-compte

Un élément de réponse pourrait être les liens d'appartenance à un milieu susceptible d'apporter une sécurité. Ces liens de sécurité se prolongent au-delà des frontières pour protéger l'individu. Dans les milieux ou les pays à faibles ressources, ces liens se rétrécissent au point de ne pas être en mesure d'embrasser toute la population. Les laissés-pour-compte s'enfoncent dans la grande pauvreté et font fuir d'abord leur entourage, ensuite le reste du monde. Ils deviennent le mal qui divise et qui se contracte à leur contact. Plus on les évite, mieux c'est !

Le dédouanement collectif leur fait porter seuls la culpabilité de l'échec du contrat social : « *Ce n'est la faute à personne s'ils sont comme ça ; nous on a travaillé dur pour atteindre notre niveau ! Ce sont des paresseux !...* »

Les mots chargés de sens négatif pour désigner ces personnes vont non seulement les marginaliser progressivement, leur fermer certains horizons au risque de les ghettoïser mais aussi conforter bon nombre de citoyens nantis dans l'idée que ces personnes méritent leur sort. Les préjugés deviennent alors des carapaces sur lesquelles glissent leurs droits à vivre comme tous.

### « La rue n'a pas d'enfants ! »

Au Burkina Faso des enfants quittent leur famille en espérant trouver un appui sur les épaules de la société. Ils découvrent à leur grand désarroi la limite des valeurs qu'ils ont apprises. Ils découvrent à leur dépens que la réussite d'un enfant n'est plus l'affaire de tout le monde comme on le dit au village et se retrouvent coincés dans le « chacun pour soi » des grandes villes du pays. Ils finissent par accepter le sobriquet d' « enfants de la rue ».

« *J'ai quitté ma famille depuis longtemps en espérant trouver un travail en ville. Aujourd'hui je suis vieux, je ne peux plus avancer, je ne peux plus reculer* », nous disait un jeune qui vivait dans les rues de Ouagadougou.

Un proverbe du Burkina dit que pour éduquer un enfant il faut tout un village. Les familles monoparentales confrontées aux difficultés, crient leur détresse en rappelant constamment ces valeurs qui sont des repères depuis fort longtemps mais ne rencontrent qu'un silence accusateur.

L'agacement des parents de certains de ses enfants qui disaient « *La rue n'a pas d'enfant, la rue ne peut enfanter !* » a guidé le travail du Mouvement ATD Quart Monde, qui a débouché sur le séminaire *S'unir aux parents des enfants qui vivent dans la rue*<sup>1</sup> en 2004. On aurait pu les appeler les « enfants de Ouagadougou », les « enfants de Bobo »..., mais la désignation « enfants de la rue » les met automatiquement au ban de la société burkinabè. Ces mots chargés de négativité poussent certains à assumer profondément cette non-appartenance qui rompt tous liens de communautés. Et la rupture des liens communautaires provoque l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale.

Le renouement des liens familiaux de ces enfants et jeunes confrontés à la vie de la rue s'est imposé comme une nécessité dans les actions que mène le Mouvement ATD Quart Monde au Burkina Faso. En s'associant aux parents de ces enfants, à leur communauté au sens large, il est possible de bâtir des projets d'avenir avec l'enfant. Le risque est d'avancer seul en tant qu'ONG, structure éducative ou étatique, dans une recherche d'avenir pour ces enfants, sans associer leurs familles, car les plus fragiles d'entre eux se verront définitivement enfermer par la rue et, avec l'âge, ils ne pourront plus revivre dans leurs communautés. Ce double sentiment d'échec les poursuivra toute leur vie.

1. Voir RQM N° 189, *La rue n'a pas d'enfant*, 2004.

## Le combat de Monsieur Zongo

En février 2011, j'ai voulu rendre visite avec mon collègue à Monsieur Zongo dans son village situé à une vingtaine de kilomètres de Ouagadougou. Monsieur Zongo avait connu, enfant, la rue où il avait passé plusieurs années. Il essayait de trouver racine dans son village maternel. Il voulait tenir à tout prix pour éviter à ses enfants de connaître à leur tour ce sentiment de ne compter pour personne. Même si la vie au village était rude, ils auraient au moins de solides repères et auraient des amis. Nous avons passé de longues minutes à poser des questions aux habitants du village, à frapper aux portes mais personne ne connaissait Monsieur Zongo. Nous étions pourtant dans le village qu'il nous avait indiqué. Nous avons alors essayé de le décrire à un groupe de jeunes et tous se mirent à rire. Quel fut notre étonnement lorsqu'on découvrit qu'il fallait le chercher avec l'appellation : « celui qui refuse de réussir ». Monsieur Zongo avait endossé ce surnom malgré lui et croyait à une fatalité. Il nous disait qu'il ne se battait plus pour lui car tout ce qu'il entreprenait se soldait par un échec. Il se battait dorénavant pour ses enfants. Mais le plus humiliant est que ses enfants étaient obligés de le renier quand ils étaient à l'école, pour être en paix. Il nous racontait qu'un jour, l'enseignant demanda aux élèves de citer les professions de leurs parents. Son fils le décrit comme un commerçant et les autres élèves se moquèrent de lui. « *Ton père est celui qui refuse de réussir* » lui dirent certains élèves. Le garçon nia. Le soir venu, il raconta l'histoire à son père. Monsieur Zongo bénit son fils. Il pouvait échouer dans sa propre vie, mais en aucun cas il ne devrait entraîner son fils dans sa chute.

L'étiquette de Monsieur Zongo est non seulement pesante car elle écorche sa confiance en ses projets mais en plus, elle stigmatise ses enfants et les empêche d'apprendre sereinement à l'école.

« *Quand tu es pauvre, on te colle une étiquette qui détruit tes efforts* » : de la même manière que Monsieur Dabika attirait notre attention sur ses efforts souvent réduits à néant à cause de l'étiquette qu'il portait, Monsieur Zongo continue d'être victime de cette situation.

Le poids des étiquettes peut être souvent si lourd qu'il écrase les personnes confrontées à la grande pauvreté parce qu'il remet constamment sur le tapis leur longue série d'expériences d'humiliation et d'échec. Il rappelle ce chaos social que la misère continue de créer.

Ce qui est terrible avec la misère, ce n'est pas seulement le fait qu'elle nie l'humanité de millions de personnes, ni son pouvoir de coercition entre les frontières invisibles qu'elle érige autour d'elles, mais également le fait qu'elle arrive à définir nos rapports de société avec une classification très banale, qui devient alors les mots qu'on utilise pour désigner nos maux sans que cela choque personne. ■